



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT BICUPE SIC CPC 2023 - **330**

Arras, le **- 3 NOV 2023**

COMMUNE DE LA CALOTTERIE

SOCIETE SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
DE SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

Vu le code de l'environnement, et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2011 instaurant des servitudes d'utilité publique sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux fermée de SITA FD située sur la commune de LA CALOTTERIE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-10-57 du 4 septembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu la preuve de dépôt de changement de dénomination de la société en date du 26 juillet 2016, la société SITA FD devenant SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE ;

Vu le dossier de demande de modification des servitudes instaurées par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2011, déposé par la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE le 24 août 2022 afin de les rendre compatibles avec la présence d'un parc photovoltaïque sur le site de l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux ;

Vu le projet d'arrêté transmis le 12 janvier 2023 à la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE, propriétaire des terrains concernés par la modification des servitudes, et son avis favorable transmis par courrier en date du 24 janvier 2023 ;

Vu l'étude de stabilité transmise par la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE par courrier du 23 février 2023 "Note technique sur la stabilité et l'intégrité du dôme de couverture de l'ancien site de stockage de déchets sous charges de l'installation photovoltaïque – ARMORIQUE ETUDES - Indice A du 25/01/2023" ;

Vu le projet d'arrêté transmis le 27 mars 2023 au conseil municipal de la commune de LA CALOTTERIE et l'avis favorable formulé lors du conseil municipal du 14 avril 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 29 juin 2023 ;

Vu l'envoi des propositions de l'inspection de l'environnement au pétitionnaire par courriel du 6 septembre 2023 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 14 septembre 2023, à la séance duquel l'exploitant était présent ;

Considérant le dossier de demande de modification des servitudes instaurées par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2011, déposé par la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE le 24 août 2022 afin de les rendre compatibles avec la présence d'un parc photovoltaïque sur le site de l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux ;

Considérant que le dossier de demande de modification des servitudes apporte des éléments permettant de montrer que le projet de parc photovoltaïque est compatible avec la présence de déchets en sous-sol et qu'il n'entrave pas la collecte, le traitement et le stockage des effluents émanant de l'installation de stockage de déchets non dangereux (biogaz, lixiviats et eaux pluviales), ni le suivi et l'entretien du site ;

Considérant que l'étude de stabilité "Note technique sur la stabilité et l'intégrité du dôme de couverture de l'ancien site de stockage de déchets sous charges de l'installation photovoltaïque – ARMORIQUE ETUDES - Indice A du 25 janvier 2023" montre que les aménagements prévus et la phase de chantier n'impacteront pas la couverture des déchets enfouis ;

Considérant que pour protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et notamment la santé, la sécurité et la salubrité publique et qu'en application de l'article L.515-12 du même code, le préfet peut instituer par arrêté préfectoral des servitudes d'utilité publique sur les terrains impactés par l'exploitation d'une installation, ou constituant l'emprise d'un site de stockage de déchets ;

Considérant que les servitudes ne concernent que le seul terrain impacté et que le faible nombre de propriétaires permet de substituer l'enquête publique prévue à l'article L.515-9 du code de l'environnement par la procédure de consultation des propriétaires conformément à l'article L.515-12 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

Article 1 – Servitude d'utilité publique

L'article 3 "Nature des servitudes", de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2011 instaurant une servitude d'utilité publique sur l'installation de stockage de déchets non dangereux en phase de post-exploitation, exploitée par la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE sur le territoire de la commune de LA CALOTTERIE (62170), le Mont Hénou, est remplacé par les dispositions suivantes :

"L'usage des terrains inclus dans le périmètre de la servitude d'utilité publique est réservé à un usage industriel sous réserve du respect des dispositions du tableau ci-après.

Tout ouvrage ou construction autre que les parcs photovoltaïques (phases construction, exploitation et démantèlement) est strictement interdit au droit du stockage des déchets.

Parcelles cadastrales	Principaux ouvrages concernés	Principaux usages interdits ou autorisés
Section AH – 52, 54, 55, 56, 57, 58, 61, 62, 63, 64, 65, 125	Couverture de la zone de stockage des déchets	SONT INTERDITS - la construction ou l'aménagement d'ouvrages ou d'immeuble à usage d'habitation ou tout établissement recevant du public (tels qu'établissements scolaires, établissements hospitaliers, pensionnats, maisons de retraite, centres commerciaux...) ; - l'aménagement de terrains de camping ou de caravanning, d'aires pour les gens du voyage et, plus généralement, d'aménagements destinés à des activités sportives, de loisirs ou assimilées ; - les dépôts d'hydrocarbures liés notamment à des installations de distribution de carburant ainsi que le logement de fonction y afférent ; - l'exploitation de toute culture, y compris de type jardins ouvriers ; - toute intervention sur les digues périphériques de soutien du massif de déchets ; - la plantation d'arbres ou de plantes dont les racines sont susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de la couverture finale ; - la réalisation de sondages ou forages (et notamment les puits de forage pour le captage d'eau, quel que soit l'usage), et l'aménagement d'étang ou de retenues d'eau ; - la réalisation de trous, d'excavations, de fondations et de tous travaux susceptibles de porter atteinte à l'étanchéité des casiers (fond, flancs et couverture finale), de dépressions (qui favoriseraient l'accumulation d'eau ou gêneraient l'écoulement naturel des eaux pluviales internes de ruissellement vers les fossés ou bassins de collecte), à
	Puits de biogaz, réseau biogaz et torchères	
	Puits de lixiviats, pompage et collecteurs	
	Fossés de collecte des eaux de ruissellement	
	Pistes de circulations	

		<p>l'exception de ceux nécessaires pour le suivi environnemental du site ;</p> <p>– le déplacement, la suppression, l'enfouissement ou le comblement d'équipements inclus dans l'emprise de la zone (sauf si cela s'avère nécessaire au bon fonctionnement de ces équipements) en relation avec l'exploitant ou le responsable des terrains, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tout élément du réseau de captage et d'élimination du biogaz (puits, canalisation, manchon, pots de purge...), • tout élément du réseau de captage des lixiviats (puits, canalisation, vanne...). • tout élément de gestion des eaux (descentes d'eau, fossés, busages ...) <p>– tous les projets susceptibles de modifier l'état du sol et du sous-sol et de perturber la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site ;</p> <p style="text-align: center;">SONT AUTORISES</p> <p>– le droit d'accès aux parcelles pour mettre en œuvre le programme associé au suivi long terme de l'ISDND (entretien courant, suivi environnemental...) et les visites connexes à visée écologique, éducative, de recherche et développement ou de communication ;</p> <p>– l'implantation de panneaux photovoltaïques, sans locaux tant qu'elle ne remet pas en cause l'intégrité de la couverture finale des casiers et qu'elle reste compatible avec les opérations prévues dans le programme de suivi long terme ;</p> <p>– le droit d'accès pour l'exploitation de la centrale solaire ;</p> <p>– l'arrosage nécessaire au maintien de la végétation superficielle sans que cela ne constitue une irrigation.</p>
Section AH – 52, 57	<p>Bassin de collecte des lixiviats et aire de pompage</p> <p>Bassins de collecte des eaux de ruissellement et dispositif de rejet</p>	<p style="text-align: center;">SONT INTERDITS</p> <p>Toute opération ou construction susceptible d'endommager les bassins, d'altérer leur contenu ou d'empêcher l'accès des personnes et des véhicules auprès de ceux-ci</p> <p>Toute opération ou construction susceptible de nuire au bon fonctionnement des équipements de collecte des lixiviats et des eaux de ruissellement, aux dispositifs de pompage, de surveillance et de rejet</p>

Section AH – 13, 62, 178, 179 Section ZA - 29	Piézomètres de contrôle des eaux souterraines	<p>Un droit d'accès, à titre gratuit, est réservé à l'exploitant et aux administrations compétentes ou aux prestataires intervenant en leur nom, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prélever des eaux souterraines dans les piézomètres, - entretenir le réseau de piézomètres. <p style="text-align: center;">SONT INTERDITS</p> <p>Toute opération ou construction susceptible de porter atteinte à l'intégrité et au bon fonctionnement des piézomètres ou d'empêcher l'accès des personnes en charge de leur entretien ou du prélèvement des eaux souterraines.</p>
---	---	---

Un droit d'accès et d'intervention aux installations et aménagements est conservé pour assurer le suivi et l'entretien du site (puits, bassins, torchère et piézomètres...) ou pour des visites connexes à visée écologique, éducative, de communication ou de recherche et développement à l'exploitant de l'installation classée et à ses prestataires, aux services de l'État ou aux organismes qu'il aurait mandaté.

Dans le cadre de l'exploitation de la centrale solaire, un droit d'accès et d'intervention aux installations et aménagements du parc solaire est assuré à l'exploitant du parc et à ses prestataires.

L'accès est également autorisé à toute personne procédant aux prélèvements pour analyses des eaux souterraines ou assurant l'entretien des ouvrages.

En particulier, ce droit comprend la possibilité d'implanter, d'entretenir, de procéder aux prélèvements et éventuellement de remplacer ou combler les piézomètres.

Les piézomètres présents sur le site seront conservés en bon état par le propriétaire et les usagers du site et ils resteront accessibles à la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE et à ses sous-traitants.

Cette prescription s'applique aux ouvrages existants sur les parcelles dénommées AH - 13, 62, 178, 179 et ZA - 29 ainsi qu'à tout nouvel ouvrage qui serait installé sur le site.

La localisation des piézomètres est présentée en annexe »

Article 2 – Documents d'urbanisme

Les présentes modifications des servitudes instaurées par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2011 seront annexées au plan local d'urbanisme de la commune de LA CALOTTERIE, dans les conditions prévues aux articles L.151-43, L.152-7 et L.153-60 du code de l'urbanisme.

Article 3 – Délai et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie ; s'il s'agit de l'affichage, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par biais du site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 – Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de La Calotterie et peut y être consultée. Cet arrêté sera affiché en mairie de La Calotterie pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

En vertu des dispositions de l'article R.515-31-7 du code de l'environnement, cet arrêté fera l'objet, en vue de l'information des tiers, d'une publication au recueil des actes administratifs du Pas-de-Calais et d'une publicité foncière. Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de l'exploitant de l'installation classée.

Article 5 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Madame la Sous-Préfète de MONTREUIL-SUR-MER, et le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Maire de La Calotterie, ainsi qu'à la société SUEZ RR IWS Minerals France, propriétaire des terrains.

Pour le préfet,
le Secrétaire Général



Christophe MARX

Copie destinée à :

- La société SUEZ RR IWS Minerals France
- Sous-Préfecture de MONTREUIL-SUR-MER
- Mairie de La Calotterie
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Services Risques-LILLE
- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – UD DU LITTORAL
- Dossier
- Chrono